

4/12
Télé

Locaux de «La Suisse»: des associations relancent leur projet de ruche sociale

Dans une pétition, les groupements alternatifs réclament un soutien de l'Etat sous forme de cautionnement ou de mise à disposition des lieux en échange d'un loyer.

Depuis une année, des dizaines d'associations rongent leur frein. Leur projet? Occuper les locaux de la défunte *Suisse* restés vacants à la rue des Savoises et créer «une ruche sociale», comme le dit Noël Constant, responsable de Carrefour-rue. «Ce lieu permettrait de régénérer le tissu social qui disparaît dans ce pays. Ce serait une reconnaissance du travail accompli par les bénévoles.» Cette ruche regrouperait donc sous le même toit soixante associations à but social. De quoi créer «des synergies et diminuer le coût des locaux», explique Régis de Battista, le promoteur du projet. Réunis dans une salle de l'ancienne rédaction, une quinzaine de représentants d'associations et quelques députés de gauche acquiescent.

Mais pour concrétiser cet «Artamis social», il faudrait de l'argent, environ 5 à 8 millions de francs, pour acquérir les lieux et les rénover. Interpellés, les milieux politiques se font tirer l'oreille. En juin, le Conseil municipal a ainsi refusé d'acheter les locaux. Au niveau cantonal, il y a eu ensuite la «trêve des confiseurs» observée pendant la période électorale et le projet s'est enlisé.

Locaux loués

Pour le relancer, les associations viennent d'écrire une lettre au conseiller d'Etat en charge du Département des travaux publics (DTP), le socialiste Laurent Moutinot et de lancer une pétition. Cette dernière sera adressée au Grand Conseil et au Municipal de la Ville de Genève; elle demande aux collectivités d'acquérir les immeubles en question ou d'accorder une garantie financière aux associations pour le faire. Finalement, elle réclame un crédit de 50 000 francs pour faire expertiser les lieux et étudier la faisabilité technique du projet. La situation est pressante: une partie des immeubles devant être vendus prochainement aux enchères.

Laurent Moutinot calme le jeu: «Il

est hors de question d'acheter cet immeuble pour 8 millions de francs. Mais je ne ferme pas la porte. Si on me présente un projet moins cher, je l'examinerai. Quant au financement d'une étude, il me faut des propositions concrètes, écrites et détaillées.»

L'Etat n'ayant guère d'argent, les associations croient-elles vraiment à leurs chances? «Mais nous sommes prêts à payer des loyers», expose Régis de Battista. «Nous avons calculé que nous pourrions recueillir environ 480 000 francs par an. Cela montrera que nous ne voulons pas toujours tendre la main.»

Après une année de démarches, les associations n'ont rien obtenu. Songent-elles parfois à occuper les locaux et à négocier ensuite comme l'a fait Artamis? «Squatter ce serait empêcher une reconnaissance par la société du travail social important que nous faisons», rétorque Ann-Kathrin Graf de Productions du souffle. Régis de Battista souligne que tous les membres ne sont pas prêts à cette

action: «Mais certains sont poussés à bout.»

Marc Bretton □

Anciens locaux de «La Suisse» convoités

Des associations aimeraient bien s'y regrouper pour réduire leurs frais.

Les locaux qui abritaient feu le quotidien *La Suisse* n'ont pour l'heure pas encore été réaffectés. Or, ils intéressent beaucoup certaines associations genevoises regroupées au sein de la Fédération pour l'expression associative (FEAS) qui aimeraient voir naître une «maison associative». Une idée qui a séduit plusieurs représentants de la gauche et des Verts au Conseil municipal, lesquels ont déposé une motion demandant à la Ville de mettre des locaux à la disposition des associations genevoises.

Parmi les arguments avancés, il est important de donner un lieu aux associations privilégiant des actions d'intérêt public (environnement, paix, etc.); ces associations représentent des expressions importantes de la société; plus d'une centaine d'entre elles sont intéressées à se regrouper. Enfin, la structure pour organiser l'espace existe: c'est la FEAS.

Cette «maison des associations sociopolitiques» permettrait de réduire les frais adminis-

tratifs des associations. Elles pourraient ainsi consacrer un maximum de fonds à leurs buts spécifiques. La FEAS a l'ambition de faire de cette maison un lieu d'échange qui ouvrirait le public aux enjeux et activités de ses membres. Ceux-ci auraient accès à des bureaux, des salles de réunion et de conférence et même à une petite imprimerie. Par ailleurs, la présence de permanents salariés allégerait la charge des bénévoles responsables.

Plusieurs créanciers

Les immeubles convoités appartiennent à différents créanciers avec lesquels la fédération est déjà en négociation. Reste le problème majeur des coûts d'achat et de rénovation des locaux. Ces frais devraient être assumés par des partenaires non définis encore et avec un soutien important de la Ville, espère Régis de Battista, de la FEAS, qui, malgré ces gros obstacles, se dit optimiste.

Miren Bengoa